Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie = Swiss journal of sociology

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

Band: 4 (1978)

Heft: 3

Artikel: Conflits et consensus en Suisse : un tour d'horizon introductif

Autor: Girod, Roger

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-814294

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

CONFLIT ET CONSENSUS EN SUISSE

Les quatre textes qui suivent proviennent de conférences prononcées au congrès de la Société suisse de sociologie à Neuchâtel.

Il s'agissait d'exposés publics, destinés à nouer un certain dialogue entre les sociologues et la cité. Dans l'ensemble, les auteurs ont conservé les règles du genre: un exposé assez général, sans références trop nombreuses à des recherches très spécialisées ou à des techniques ésotériques.

Sans vouloir couvrir l'entier domaine des enjeux contemporains de la société suisse, cette partie du congrès a mis l'accent sur des thèmes classique de la cimentation culturelle: les institutions politiques, le rapport des générations, les valeurs religieuses et la mentalité helvétique dans la vie quotidienne.

Conflit et consensus en Suisse: le lecteur trop pressé sera déçu de ne pouvoir d'emblée classer la Suisse d'aujourd'hui dans l'une de ces catégories. Entre ces termes, c'est plutôt à l'analyse d'un va-et-vient subtil, quelquefois camouflé dans la pratique, que les auteurs nous convoquent. Aux yeux de la rédaction, c'est là, malgré les limites précises du genre (la conférence publique), le mérite de ces textes.

Le comité de rédaction

Schweiz.Z.Soziol./Rev.suisse Sociol., No 3/78, pages 5-17

CONFLITS ET CONSENSUS EN SUISSE:
un tour d'horizon introductif

Roger Girod

RESUME

Les sociétés occidentales les plus évoluées absorbent le changement,la contestation, les conflits d'intérêts sans que les fondements de leur organisation politique et économique soient ébranlés. En Suisse, cette stabilité, qui indigne évidemment les penseurs d'inspiration marcusienne, est renforcée par la démocratie directe et par la décentralisation fédéraliste. La masse, qui craint le changement parce qu'elle a déjà beaucoup à conserver, impose à la politique une cadence très prudente. Les milieux critiques ont beaucoup moins tendance que dans les années trente à être attirés par le totalitarisme. Ils constituent surtout en dernière analyse un facteur de prise de conscience d'injustices dont la rectification graduelle oriente le système vers un plus complet accomplissement de son essence.

ZUSAMMENFASSUNG

Die entwickeltsten westlichen Gesellschaften absorbieren Wandel, Anfechtung, Interessenkonflikte, ohne in den Grundlagen ihrer politischen und wirtschaftlichen Organisation erschüttert zu werden. In der Schweiz wird diese Stabilität - die natürlich den Unwillen der Denker marcusianischer Inspiration erregt - durch die direkte Demokratie und die föderalistische Dezentralisierung verstärkt. Die grossen Massen fürchten den Wandel, weil sie schon viel zu bewahren haben, und zwingen der Politik einen vorsichtigen Rythmus auf. Die kritischen Kreise fühlen sich viel weniger als in den dreissiger Jahren vom Totalitarismus angezogen. Sie bilden letztlich vor allem den Anstoss dafür, dass die Einsicht über Ungerechtigkeiten wächst, deren schrittweise Berichtigung das System auf eine vollkommenere Erfüllung seines Wesens ausrichtet.

Les pays occidentaux les plus modernes se caractérisent par une évolution très rapide de l'économie, des conditions matérielles d'existence, des moeurs et des idées, la contestation continue de toutes les hiérarchies, des luttes d'intérêt ouvertes entre les catégories sociales, et une grande stabilité du régime considéré dans ses caractéristiques essentielles : la démocratie pluraliste et le capitalisme tempéré par la politique sociale propre au Welfare State. C'est là une évidence signalée dans des perspectives différentes aussi bien par les adversaires de ce système, qui déplorent, avec Marcuse, l'embourgeoisement de la plus large partie du mouvement ouvrier et son incapacité à provoquer des changements radicaux, que par les penseurs qui préfèrent l'évolution graduelle sans sacrifice d'aucune des libertés acquises.

La Suisse est certainement au nombre des pays dans lesquels les forces qui soutiennent le statu quo et celles qui ne poussent qu'à des réformes très mesurées ont le moins de peine à dominer celles qui voudraient aller plus vite et plus particulièrement encore celles qui tendraient à une rupture complète avec le système en place, notamment avec l'économie du marché. A vrai dire, si l'on fait abstraction d'une certaine contestation mondaine, sans conséquence, de la fronde classique de la fraction de l'intelligentsia qui a pour spécialité d'effarer le bourgeois, et de propos d'adolescents, il ne reste pas grand monde pour aller dans le sens de cette rupture. Il y a loin de cette situation à celle, combien plus tendue, des années trente, par exemple. Alors la démocratie libérale était menacée beaucoup plus fortement par des groupes qui sympathisaient avec l'Allemagne nazie ou l'Italie fasciste, et par une frange stalinienne de la gauche (1). Les contestataires réellement engagés d'aujourd'hui, en particulier des syndicalistes, des travailleurs sociaux, et des écologistes, ne sont pas attirés par un totalitarisme quelconque, à de rares exceptions près. Ils sont mûs par l'espérance d'une société où la liberté se déployerait plus complètement qu'aujourd'hui avec moins de brutalité à l'égard du cadre naturel, au sein de rapports sociaux caractérisés par davantage de solidarité, surtout envers les faibles, les isolés, les déboussolés. Ils s'impatientent en somme de voir la démocratie pluraliste et respectueuse des droits de la personne aller trop lentement en direction du plein accomplissement de son essence. Ils appartiennent ainsi au système qui a la faveur de la masse de la population, mais à titre d'élément accélérateur. Il résulte de là une conjoncture politique appelant le dialogue, la recherche honnête des moyens de faire droit aux revendications formulées par les porte-parole de ceux qui sont au bas de la pyramide, et aussi une meilleure prise

de conscience de la possibilité d'une organisation générale plus humaine de l'ensemble des rapports sociaux. Non la crispation, non la peur du nouveau. Mais le système, comme nous allons le voir, remarquable quant à son efficacité par rapport à ses objectifs actuels, rend très difficile leur dépassement en faveur de finalités plus hautes.

I. LARGE ACCORD SUR LES BESOINS ET LES MOYENS

D'une façon générale, l'homme moderne accorde une grande importance au confort matériel, concentre ses désirs sur la vie privée, souhaite jouir de la sécurité, ainsi que des libertés auxquelles il est déjà accoutumé, notamment celle de penser comme il l'entend, de transmettre autant que possible ses convictions à ses enfants, de changer d'emploi et de domicile, de voyager. Bref, il est un adepte de la vie bourgeoise, dans ses aspects prosaïques comme dans ses exigences d'autonomie personnelle et de dignité. En Suisse, comme ailleurs, très rares sont ceux qui désirent effectivement - autrement qu'en paroles - une forme d'existence différente de celle-là. Certains en bénéficient d'ores et déjà très largement. Ils veulent non seulement conserver les avantages dont ils disposent mais augmenter encore leur degré de bien-être. D'autres sont moins bien partagés et cherchent à améliorer leur condition. Mais l'objectif visé est en gros le même. De cette conception de la vie découlent un certain nombre de besoins, très généraux, au point d'être à peu près consensuels.

Il est vraisemblable que la Suisse est parmi les pays où cette mentalité bourgeoise est le plus répandue, le plus profondément enracinée. A ce sujet tout a été dit, sur tous les tons. Les fenêtres à géraniums, la propreté, le sens de l'économie, la Gemütlichkeit, sont avec le Cervin au nombre des attractions touristiques de ce pays. Le thème de la vie manquée à cause des mesquineries et des petitesses d'un pays trop matérialiste est l'un des plus chers aux écrivains et cinéastes de ce pays. Des dizaines d'ouvrages s'en sont pris au "bonheur suisse".

Remettons-nous en mémoire ces lignes de Ramuz : "Il y a un idéal de la petite bourgeoisie que semblent bien se proposer chez nous (et ailleurs) ceux qui n'y participent pas encore : qu'ils y atteignent seulement, les voilà tranquilles, les plantes vertes de l'agent d'affaires, le frigidaire de l'employé.

Le 'convenable' une médiocrité honnête, où l'on s'enferme à double tour, sitôt qu'on y a eu accès; où on est seul et séparé, dans la satisfaction d'un certain 'confort' qui supplée à tout, et dans le repos ..." (Ramuz, 1938, p.165).

Ce texte date de 40 ans. Depuis lors, le niveau de vie a progressé dans des proportions considérables. Le réfrigérateur n'est certes plus un critère de distinction. Il est pratiquement dans tous les foyers. Il en va presque de même de la voiture (2). Le degré d'instruction a beaucoup augmenté. Les prestations sociales aussi. Ces faits sont trop connus pour que nous nous y attardions, ce qui ne les empêche pas d'être très importants : ils rappellent que dans une société telle que la nôtre, les masses, loin de n'avoir rien à perdre d'un bouleversement social, ont beaucoup à préserver. Et des éléments de bien-être auxquels leur échelle de valeurs leur fait attacher un prix élevé.

Point important; cette conception de la vie comporte une très forte valorisation de la famille. Les échecs de nombreux couples, les difficultés plus ou moins graves et temporaires selon les cas, des relations entre une fraction des jeunes et leurs parents ne doivent pas masquer que, pour la grande majorité des individus, la vie de famille est ce à quoi ils tiennent le plus. C'est leur source d'affectivité, le lieu où ils trouvent l'occasion d'exercer des responsabilités; sans doute, en pratique, le principal déterminant du sens qu'ils parviennent à donner à leur existence en se rapprochant quelque peu de l'état qui consiste, comme le voulait Comte, à se sentir vivre pour autrui et par autrui. "Dans la quête du bonheur individuel qui est l'objectif au moins apparent de toute société moderne, la famille semble, à la majorité, être le moyen le plus approprié pour l'atteindre" (3). Louis Roussel, au terme d'enquêtes approfondies note que "jamais peut-être les relations entre générations n'avaient été aussi intenses qu'elles le sont aujourd'hui... La disparition ou l'amenuisement des rapports personnels à l'extérieur de la famille, leur réduction à de simples échanges fonctionnels, a fait refluer, vers la famille conjugale d'abord, mais aussi vers la famille au sens large, tous les investissements affectifs". Relevons encore ce passage du même auteur : "Au XIXe siècle, les conditions de vie misérables du prolétariat avaient sans doute provisoirement rendu impraticable la solidarité des générations. Celle-ci est aujourd'hui rétablie. On ne vit plus sous le même toit, mais jamais le désir d'être ensemble ne fut peut-être aussi vif" (Roussel, 1977, pp.240-248).

En dehors de cela, il reste surtout les préoccupations et aspirations professionnelles et certains loisirs personnels. L'engagement, politique ou autre, est exceptionnel. Il est possible que les "attentes" ainsi concentrées sur la famille soient excessives dans une certaine proportion des cas, et qu'elles risquent alors d'empêcher un développement équilibré de la personnalité, qu'elles atrophient le sens de la solidarité sociale, qu'elles compromettent même les relations entre époux, et entre eux et leurs enfants, si elles sont vécues avec une insistance quasi-pathologique (4).

Evoquons maintenant les libertés personnelles. Pour en mesurer la signification, il faut penser aux régimes de dictature : police secrète, camps d'internement, visas, presse aux ordres, etc... Il est superflu d'insister sur le fait qu'à peu près tous les citoyens des pays occidentaux tiennent passionnément aux droits qui leur épargnent ces servitudes. Même quand ils considèrent que ces droits peuvent encore être beaucoup affinés, et complétés par de nombreux autres. La fascination que l'ordre nouveau, dur et anti-bourgeois, exerça un temps sur pas mal d'esprits a disparu. Soljénitsyne, le Cambodge, etc.. ont eu à peu près complètement raison du dernier carré des adeptes du salut par la dictature du parti communiste.

Face aux besoins très largement répandus - matériels, affectifs, juridico-politiques - passés en revue jusqu'ici dans cette section, se présente un appareil de production et de gouvernement qui favorise, de façon plus ou moins adéquate, leur satisfaction. Or, il se trouve qu'en Suisse cet appareil est d'un rendement très remarquable. Il est parmi les plus productifs, les plus aptes à réagir avec souplesse aux sinuosités de la conjoncture économique internationale, tout cela sans jamais trop bousculer les habitudes de la population, politiques et autres. Franc robuste, chômage (des nationaux) à peu près nul, niveau de vie comparativement élevé, négociations syndicales et discussions politiques se poursuivant à un rythme de croisière. La population, dans sa masse, ne demande qu'à continuer ainsi. La rareté des grèves, (5) les résultats des élections et votations (résultats dont nous reparlerons plus loin) en sont des preuves évidentes (6).

A noter que les jeunes, dans leur grande majorité, ont des attitudes très semblables à celles de la population en général. Cela contredit une certaine image toute faite, mais ne saurait vraiment étonner. Pourquoi seraient-ils autres? Dans la mesure où la société suisse manifeste si fortement les tendances que nous venons de voir, d'où surgirait une jeunesse profondément différente? Il se peut toutefois qu'

un jour, pour des raisons données, non perceptibles actuellement, une rupture entre générations se produise. Pour le moment, il n'en va pas ainsi. Bien entendu, il y a un certain nombre de jeunes qui sont inadaptés au système, des délinquants, des drogués, etc.. Mais il s'agit d'exceptions. L'appareil de socialisation aboutit à l'intériorisation très poussée des façons de voir et d'agir du type courant par la masse des jeunes (7). C'est d'ailleurs ce que constatent les observateurs dans d'autres pays occidentaux.

Au total, le degré de consensus par rapport aux moyens c'est-à-dire au système économico-politique, est au moins aussi grand que celui qui se manifeste à propos des besoins. Cela donne à ce système une indéniable solidité.

Evidemment, il ne faut pas prendre les besoins que le système satisfait ainsi avec beaucoup de régularité et d'efficacité pour des exigences "naturelles" de l'existence humaine. Ils sont le produit d'une histoire. Le système au moyen duquel ils sont apaisés les renforce. Dans ces besoins, il y aurait lieu de distinguer ceux des catégories sociales les plus nettement dominantes, qui sont orientés par la conservation des privilèges dont elles jouissent et les autres. Que chacun juge l'ensemble avec l'esprit critique qui convient, à la lumière de la philosophie de son choix. Le seul point qui intéressait cette section, était de mettre en évidence l'étroite adéquation entre les besoins auxquels la population accorde de toute évidence la première place, en pratique, et les institutions économiques et politiques considérées dans leurs caractéristiques principales.

Ce qui précède vaut grosso modo pour tous les pays occidentaux. Sans un degré suffisant de correspondance entre les besoins éprouvés de façon spontanée par la population - ce qui ne veut pas dire, encore une fois, besoins exprimant la vocation de l'homme en soi - et le régime, celui-ci ne peut pas éviter de devenir dictatorial (8).

II. AMORTISSEURS SPECIAUX

Une situation de crise quelconque se termine sans conséquences autres que locales ou même microsociales tant qu'elle reste circonscrite à un petit cercle. S'il faut mobiliser les plus hautes autorités pour la résoudre par des mesures générales, la nervosité tend à gagner le pays entier. Par ailleurs, si les électeurs peuvent s'exprimer lors de scrutins fréquents, en particulier par "votations" sur des problèmes déterminés et pas seulement pour élire

des représentants ou des gouvernants, et si leurs votes ne laissent aucun espoir raisonnable aux partisans de solutions dérangeantes et risquées, le cours de la vie politique ne peut manquer de rester très tempéré.

Une décentralisation poussée et la démocratie directe font qu'en Suisse les mécanismes amortisseurs dérivant de la fragmentation du pouvoir et de la pression constante d'un électorat très modéré exercent pleinement leurs effets.

II.1 Cloisonnements, décentralisation

Somme d'Etats petits, aux pouvoirs limités, ce qui a toujours laissé aux vallées et autres subdivisions territoriales qui les divisent une forte identité propre et beaucoup d'autonomie, ainsi qu'une large marge de manoeuvre aux entreprises, au capital en d'autres termes; pluralité des langues et des religions : la Suisse est le prototype du pays composite. C'est à la tradition de Montesquieu et de Siegfried qu'il faut faire appel pour comprendre à quel point la géographie y explique les structures politiques. Le fédéralisme, qui est l'art de faire coexister des souverainetés qui se groupent pour empêcher qu'aucune d'entre elles - ou une puissance étrangère - ne les réduise à la dépendance, s'est si bien acclimaté dans ce pays qu'il y déborde le champ des rapports entre les communes et les cantons, et entre ces derniers et la Confédération. Il s'étend, notamment, aux rapports entre les partis. Tout se passe comme si ceux-ci au lieu de viser réellement l'élimination d'aucun autre, se reconnaissaient mutuellement une sorte de droit permanent à la jouissance d'une part du pouvoir. Les luttes électorales ont seulement pour effet de modifier quelque peu, à d'assez longs intervalles, la grandeur de la tranche de pouvoir accordée à chacune des formations (autres que celles qui sont minuscules, ou qui constituent plutôt des groupes de pression que des partis). Cette attitude rend possible la "formule magique". Celle-ci est appliquée dans beaucoup de municipalités, dans tous les cantons, et aussi à l'échelle fédérale. Sans pour cela perturber la machine, les communistes (parti du travail) eux-mêmes siègent à l'exécutif des communes urbaines où ils disposent d'une base électorale suffisante (9).

Cette formule du "gouvernement de tous les partis" s'explique par divers facteurs, le principal étant peut-être la grande constance des clivages sociaux et culturels que traduit, plus ou moins adéquatement, la gamme des partis. Le rapport des forces entre ceux-ci changeant très peu (10),

ceux qui sont minoritaires - et tous le sont, au fédéral, comme dans la majorité des cantons - n'ont aucune chance sérieuse de devenir un jour hégémoniques (11). Ils ont le choix entre se borner à un rôle négatif, assez inoffensif puisque sans perspective d'accès au pouvoir, ou accepter d'entrer à l'exécutif à côté d'élus venant d'autres horizons. Il résulte de là une politique ambiguë, faite de compromis collégiaux et de rivalités entre les membres d'un même gouvernement (et les administrations qui sont le fief de chacun d'eux). Cette politique favorise la solution empirique des problèmes, au jour le jour, sans éclats.

Le fait que de très nombreuses décisions importantes relèvent des autorités cantonales facilite cette pratique. Les responsables de ces décisions sont très proches de leurs administrés. Ils peuvent mieux ainsi trouver des solutions sur mesure, tenant compte étroitement des conditions économiques et politiques locales, de certains traits profonds de mentalité, de la température exacte de l'opinion au moment considéré. Il est frappant d'observer à ce propos avec quelle rapidité une modeste campagne de presse, une courte grève, une manifestation réunissant quelques dizaines de personnes, ou quelque autre événement semblable, trouvant leur écho au Grand Conseil du canton concerné, entraînant des tête à tête entre les porte-parole des mécontents et des membres du Conseil municipal ou du Conseil d'Etat et finissent par un arrangement accepté par les parties en présence et qui apaise la population avant même qu'elle ne se soit fortement émue. La même solution, au même moment, paraîtrait parfois scandaleuse dans un autre canton.

II.2 Large majorité modérée

Ce pays pourrait être qualifié de "dictature" de la majorité dite silencieuse. A cause de la démocratie directe, c'est elle qui, au plan politique, détient en dernier ressort le pouvoir. Rien ne peut aller contre la volonté qu'elle exprime lors des multiples votations et élections, et cette volonté est modérée. Il en va d'ailleurs en général de même partout où le peuple tout entier a l'occasion de s'exprimer lors de scrutins non truqués. Il est habituellement timide et favorable à l'ordre établi. Sur ce point Lénine s'est montré perspicace dans Que faire? La conscience spontanée des classes laborieuses ne dépasse pas le réformisme. Quand encore, faut-il ajouter, elle ne s'arrête pas bien en deçà. Trotsky, de son côté, disait que le peuple ne fait pas plus volontiers la révolution que la guerre (12).

En Suisse, il faut beaucoup de temps à la population pour qu'elle accepte d'apporter une modification à l'organisation de la machine qui lui procure le bien-être et la sécurité auxquels, nous l'avons vu, elle tient tant. Le peuple helvétique se montre à l'ordinaire très Sancho Pança. Ses représentants feraient, pour la plupart, même ceux des partis traditionnels, plutôt un peu figure de Don Quichotte par rapport à lui.

"Plus on descend vers la base, écrit Jean-François Aubert, plus on approche de l'immobilité. Le Conseil Fédéral est un peu plus progressiste que l'Assemblée, l'Assemblée un peu moins conservatrice que le peuple ... Le peuple suisse est profondément conservateur. Pas réactionnaire; pas fascisant. Non, conservateur, lent au changement, méfiant" (Aubert, 1978, p.263).

Quelques exemples récents rappeleront à quel point ce conservatisme est manifeste :

- 1976, rejet d'une initiative tendant à introduire la participation dans l'entreprise (68% de non).

  rejet d'une initiative pour l'introduction de la semaine de 40 heures (78% de non)

- 1978, rejet d'une loi en faveur d'une aide fédérale aux universités (57% de non).

Dans ces conditions, les propositions audacieuses ont surtout pour fonction de susciter des prises de conscience, de préparer le terrain pour des innovations qui ne viendront que plus tard, quand les temps seront tout à fait mûrs. Dans l'immédiat, en pratique, les responsables, syndicaux aussi bien que politiques, doivent s'en tenir à des solutions extrêmement mesurées, d'une utilité évidente, ne s'écartant que de façon infinitésimale du statu quo.

Comme la démocratie directe ne peut être contestée au nom d'aucune des idéologies qui ont du crédit en Suisse - de la gauche à la droite - il faut continuer à en passer par le bon vouloir de Monsieur et de Madame tout-le-monde. Les changements spectaculaires votés au petit matin par un parlement fiévreux, ou décidés par un Président hardi sont inconcevables dans ce pays. Il faudrait au demeurant se demander combien de ces changements-là, sauf à être mis en application par la force, modifient réellement la pratique.

III. LIMITES

En dépit de ses mérites, le système dont nous venons de parler n'est certainement pas le sommet de la démocratie.

Je n'entreprendrai pas de dresser un catalogue des conflits non résolus de la société suisse d'aujourd'hui. Ce catalogue serait, à peu de choses près, le même que celui qui pourrait être établi dans n'importe quel pays moderne, y compris les pays de dictature marxiste, à cette différence que ces derniers pays connaissent toutes nos difficultés fondamentales, avec en plus les maux inhérents à l'oppression totalitaire.

Les sociétés modernes substituent aux communautés traditionnelles un réseau de relations sociales plus distantes et plus anonymes. Les conditions de formation sont source de tension psychologique exagérée et aboutissent souvent à des piètres résultats du point de vue de la qualité et de l'utilité du savoir acquis. La famille est trop souvent perturbée par les insuffisances de l'habitat et une organisation du travail qui ne tient pas assez compte de la situation de la femme. Le développement économique, l'urbanisation, le tourisme de masse, sous leurs formes actuelles abîment beaucoup les paysages.

Pour assurer à la population l'élévation constante de niveau de vie à laquelle elle s'est habituée, c'est-à-dire la croissance de la production des biens et services - y compris les prestations distribuées en dehors du marché par les pouvoirs publics en ce qui concerne les équipements collectifs, la sécurité sociale, la santé, l'instruction, etc. - toute société moderne stimule la division du travail. Elle étend la sphère de responsabilité des administrations publiques et augmente leur taille. De même, les entreprises se constituent en unités de plus en plus vastes. Il y a dans ces tendances une source de persistance et peut-être de renforcement de l'inégalité des statuts professionnels et politiques : extension du champ d'intervention des élus et des grands commis dans la vie de chacun, difficultés du contrôle effectif de leurs décisions; obstacles encore plus grands concernant le contrôle des décisions des états-majors financiers, industriels, commerciaux dont dépendent l'affectation des principales accumulations de capitaux privés.

Sur tous ces "fronts" - et la liste est loin d'être complète - des luttes sont en cours. Ceux qui les mènent se heurtent aux pesanteurs du système. Les hommes qui exercent des responsabilités ont tendance, ce qui est assez naturel, à réagir d'abord avec colère face aux contesta-

tions résultant de là, surtout contre celles qui les mettent en cause directement dans l'unité où ils exercent leur autorité. Les parents ont souvent une attitude semblable face à leurs enfants. Je laisserai de côté tout ce qui peut être dit au sujet des excès et des maladresses de ceux qui contestent. D'une façon générale - retombées de l'action de groupes étrangers égarés dans le terrorisme mises à part - on ne peut pas dire qu'en Suisse la contestation ait souvent dépassé le seuil du tolérable.

Pensant à ce que nous relevions au début au sujet des objectifs généraux, et très démocratiques, de la quasi-totalité de ceux qui sont conduits à des engagements de pointe contre les lenteurs et la timidité de nos réformes sociales, je plaiderai plutôt, en terminant, pour plus de compréhension à leur égard de la part des autorités et du grand public.

C'est une grande chance historique pour une société démocratique que de n'avoir presque plus à faire face à des adversaires cherchant à la détruire, comme c'était le cas des fascistes et des staliniens, mais seulement à des esprits critiques et à des défenseurs des moins favorisés qui ne lui reprochent - à peu d'exceptions près - que de ne pas être plus pressée de corriger les injustices et les insuffisances par lesquelles elle se contredit elle-même.

Emportons pour finir, afin d'y réfléchir, cette pensée de Daniel Bell : "La seule grande idée-force de notre temps est celle de la réparation des torts (améliorer le sort des défavorisés, réduire la disparité de revenu). Cette aspiration répond sans doute, dans un sens, à l'un des critères de la justice : l'équité. Mais elle ne se réfère à aucun idéal positif, à aucune image de l'homme et de sa place dans la société.

(Pour autant) devant la société à construire et les problèmes réels qu'elle soulève, il n'est nul besoin de se proposer un idéal inaccessible pour s'atteler aux grandes tâches qui attendent" (Bell, 1976, pp.418-420).

Roger Girod
Université de Genève

NOTES

1. Cf. Roland Ruffieux: La Suisse de l'entre-deux guerres. Payot, Lausanne, 448 p., 1974.

2. D'après le Mouvement populaire des familles, en 1977, 77% des ménages ouvriers de Suisse romande possédaient une voiture (en 1967: 37%). Enquête sur les conditions et habitudes de vie des ménages salariés de Suisse romande. MPF, 69p, 1978, Genève, p. 55.

3. La famille. Commissariat général du plan. Hachette, 300p., Paris, p.45.

4. Jean Kellerhals: Couple et famille: ambiguïtés et tensions contemporaines. Bulletin du Centre protestant d'études. Genève, septembre 1977, p.17-37.

5. En 1977, 9 grèves d'un jour ou plus et 7 arrêts de travail plus courts. Année politique suisse: 1977. Berne, 196p, 1978, p.126.

6. A quoi s'ajoutent les résultats d'enquêtes et de sondages. Par exemple, Dusan Sidjanski (et divers): Les Suisses et la politique. Lang, Berne et Francfort, 1975.

7. Roger Girod (avec un groupe de recherche): L'école et la vie. Sauerländer, 1977, Aarau, 346p.

8. D'autres raisons que l'écart entre le réglage du système et les besoins peuvent, cela va de soi, susciter la dictature. En particulier, une situation d'urgence, résultant de menées factieuses. Certains des terroristes allemands ou italiens d'aujourd'hui se veulent engagés dans une tentative ayant pour objectif de faire sauter de cette façon le système - qu'ils déclarent insupportable et criminel - dans l'espoir que les lendemains d'une phase de dictature réactionnaire ouvriraient une ère nouvelle.

9. Ville de Genève, Carouge, La Chaux-de-Fonds, Le Locle.

10. Les socialistes avaient, par exemple, 22% des sièges du Conseil National en 1919. Ils ont atteint un sommet en 1943, avec 29% et ils en sont actuellement à 28%. Les communistes ont passé de 1% en 1922 à 4% en 1947 et en sont à 2%. Les autres partis n'ont donc jamais cessé de disposer d'une très large majorité qui se répartit en tranches dont la dimension varie peu: PDC, 23% actuellement (22% en 1919), radicaux 24% actuellement (33% en 1919), Union démocratique du Centre 11% actuellement (13% en 1919), etc.

11. Et guère plus de constituer, avec quelque allié proche, un gouvernement de coalition très marqué à gauche ou à droite, par rapport à la ligne générale de l'électorat. Pareille coalition risquerait trop de se briser rapidement à l'occasion de votations populaires où elle serait désavouée.

12. Cité par C. Wright Mills. The Marxists. Editions Dell, New York, 480p, 1962, p.269.

BIBLIOGRAPHIE

Aubert Jean-François (1978): Exposé des institutions politiques de la Suisse à partir de quelques affaires contraversées. Payot, Lausanne, 317p.

Bell Daniel (1976): Vers la société post-industrielle. Laffont, Paris, 446p.

Commissariat général au plan: La famille. Hachette, Paris, 300p.

Girod Roger, avec un groupe de recherche (1977): L'école et la vie. Sauerländer, Aarau, 346p.

Kellerhals Jean (1977): Couple et famille: ambiguïtés et tensions contemporaines. In: Bulletin du Centre protestant d'études, Genève, sept., pp.17-37.

Mills C. Wright (1962): The Marxists. Dell, New York, 480p.

Mouvement populaire des familles (1978): Enquête sur les conditions et habitudes de vie des ménages salariés de Suisse romande. MPF, Genève, 69p.

Ramuz C.F. (1938): Besoin de grandeur. Grasset, Paris, 189p.

Roussel Louis (1977): La famille après le départ des enfants. INED, PUF, Paris, 262p.

Ruffieux Roland (1974): La Suisse de l'entre-deux guerres. Payot, Lausanne, 448p.

Sidjanski Dusan (1975): Les Suisses et la politique. Lang, Berne.